

#10questionsPourUneFranceSansSida

Dix questions posées par Elus Locaux Contre le Sida (ELCS) aux candidates et candidats à l'élection présidentielle de 2017

Serez-vous le/la Président.e d'une France sans sida ?

1) #FonctionPublique Aujourd'hui, un pourcentage très élevé des personnes séropositives en âge de travailler n'a pas d'activité professionnelle. Non pas qu'elles ne le veulent pas, mais parce que les employeurs ne le souhaitent pas ou n'ont pas mis en place les conditions nécessaires à leur bonne intégration professionnelle. Beaucoup de personnes séropositives ont par ailleurs le statut de travailleur en situation de handicap.

Comptez-vous prendre toutes les mesures nécessaires au respect des dispositions de la loi du 10 juillet 1987 qui énonce une obligation d'embauche dans la fonction publique de 6% de personnes en situation de handicap dans leur effectif ? Et selon quel calendrier ?

2) #Travail Le VIH/sida, maladie chronique, implique une gestion au quotidien de sa maladie, des effets secondaires des traitements, de la fatigue, etc.

Comptez-vous développer des modes de travail plus souples et en adéquation avec la gestion de la maladie au quotidien comme le mi-temps thérapeutique ou un droit au télétravail pour les personnes touchées par une ALD 30 ? Plus largement, comptez-vous mettre en place une information claire des employeurs quant aux réalités de la vie avec le VIH ?

3) #PreP Le traitement antirétroviral est plébiscité par tous les acteurs de la lutte contre le sida, que ce soit au niveau national ou mondial, comme un nouvel outil de prévention avec un bénéfice clairement établi tant sur le plan individuel que collectif.

Vous engagez-vous à développer et à soutenir toute initiative destinée à renforcer le rôle du traitement dans une politique globale de prévention en France, ainsi qu'à poursuivre le remboursement intégral de la PrEP ?

4) #AME Depuis quelques années, le droit à la santé des étrangers est un thème qui fait polémique en France, les attaques se succédant à un rythme régulier notamment contre l'aide médicale d'Etat.

Comptez-vous, dans ce domaine de la santé des étrangers, mettre en place une politique de santé pragmatique et respectueuse des droits humains ? Quelle est votre position sur l'aide médicale d'Etat ?

5) #SoinsdeConservation La législation actuelle interdit les soins de conservation pour les personnes décédées séropositives, ne permettant alors pas aux proches de rendre un dernier hommage aux défunts. Le Conseil national du sida et le Haut Conseil à la santé publique ont dénoncé cette législation discriminatoire en affirmant que les précautions universelles suffisent à assurer un niveau optimal de sécurité aux thanatopracteurs. Le ministère des affaires sociales et de la santé

prépare la levée effective de cette interdiction en 2018, tout en renforçant la sécurité des thanatopracteurs dans leur pratique au quotidien.

Vous engagez-vous à poursuivre l'évolution réglementaire en cours et, concrètement, à modifier l'arrêté fondant cette interdiction inhumaine ?

6) #Prostitution Un avis du Conseil national du sida et plusieurs études diffusées par le Collectif « Droits et Prostitution » indiquent l'impact négatif des politiques de pénalisation des clients quant à l'exposition au VIH des travailleurs et travailleuses du sexe.

Quelle est votre position sur cet impact de vulnérabilité accrue, dû la pénalisation des clients ?

7) #Prison Le droit à la santé et l'accès aux soins doivent être effectifs pour toutes et tous, y compris dans le milieu carcéral. Pourtant, cette égalité de traitement n'est pas une réalité : les différentes enquêtes montrent un taux de prévalence très fort au VIH et au VHC en prison.

Comptez-vous mettre en place et développer des programmes de réduction des risques en prison, notamment des programmes d'échanges de seringues ?

8) #RDR La politique de réduction des risques est clairement une des politique de santé les plus efficaces qu'il soit et les résultats sont probants quant à la baisse des infections au VIH. Pourtant, certains publics ne sont pas touchés par ces dispositifs de réduction des risques, notamment les publics plus précarisés. Une des solutions serait la mise en place de salles de consommation à moindre risque, solution déjà adoptée avec succès par nos voisins européens et en cours d'expérimentation dans plusieurs villes en France dont Paris.

Etes-vous déterminé.e à développer l'expérimentation des salles de consommation à moindre risque ?

9) #Liberté Dans le monde, plus d'un tiers des pays membres de l'ONU appliquent toujours des restrictions à l'établissement des personnes séropositives sur leur territoire.

Etes-vous prêt.e à porter avec force le combat pour la liberté de circulation et d'établissement des personnes touchées par le VIH/sida au sein des instances internationales ?

#FondMondial Même si le nombre de personnes bénéficiant d'ARV a été multiplié par dix en six ans, l'accès aux traitements reste la question centrale dans la lutte contre le sida, d'autant plus que le bénéfice individuel mais aussi collectif du traitement - dans le contrôle de l'épidémie - a été reconnu par tous. Malheureusement dans un contexte de crise, nombreux sont les financements qui sont en baisse ou qui stagnent : la seule solution viable serait donc la mise en place d'outils de financements innovants.

Comptez-vous militer au niveau international pour développer la taxe sur les billets d'avion qui a déjà permis de sauver des milliers de vies via UNITAID ? Que comptez-vous mettre en place dans ce domaine, notamment pour arriver à l'objectif de l'ONU-SIDA au 90/90/90 en 2020 et d'un monde sans VIH/Sida en 2030 ?

>>>>>>>> Réponses au questionnaire à renvoyer <<<<<<<<<<

> par voie électronique à
info@elcs.fr

> par voie postale à
Elus Locaux Contre le Sida
84, rue Quincampoix - 75003 Paris

Les réponses des #10questionsPourUneFranceSansSida seront publiées sur elcs.fr

Elus Locaux Contre le Sida (ELCS)
Téléphone : 01 42 72 36 46 –www.elcs.fr